

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2094

14 août 2015

SOMMAIRE

ARTS Leonardo 2015-1 S.A.	100487	Nive I	100467
Batipart Immo Europe S.à r.l.	100475	Noigel Holding S.A.	100468
BS Invest S.à.r.l.	100512	Novator (Luxembourg) S.à r.l.	100468
CD&R Osprey Investment S.à r.l.	100470	Odilon S.A.	100469
Danyves	100466	Odyssey Investments S.à r.l.	100471
Delta Industrial 2	100466	Oesling Invest	100470
DNA33 Services S.A.	100466	Okikado Ltd S.à r.l.	100470
Electronics For Imaging (Luxembourg) S. à r.l.	100512	Optihome S.A.	100470
Europa Quartz S.à r.l.	100510	Oregen	100471
Harbour	100466	Oregen	100470
Mutual Colors	100467	Oronte S.A.	100472
NCTransports Lux S.A.	100467	Orysia S.A.	100472
ND Capital S.A.	100471	Osprey Investment S.à r.l.	100470
Nevis JV S.à r.l.	100469	OT Luxco 3 S.à r.l.	100472
Nevis JV S.à r.l.	100471	Ottensen S.à r.l.	100477
Newera S.A.	100466	Petromac Consulting S.A.	100469
Newfound Bay Limited	100469	Polymath Investments	100472
New Jomar s.à r.l.	100467	Valmar Sàrl	100499
NFM Alloyz S.A.	100468	VCP VII Luxco 6 S.à r.l.	100484
NG Global Construction S.A.	100468	VM Investing S.à r.l.	100473
NII International Holdings S.à r.l.	100467	Vord Group S.à.r.l.	100480
		Walton Street Debt Managers, S.à.r.l.	100500

Delta Industrial 2, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 140.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015091987/9.
(150104058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Danyves, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 20, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 50.992.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Ehnen, le 16 juin 2015.
Référence de publication: 2015091996/10.
(150103571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

DNA33 Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 157.373.

Par la présente, la société DNA33 SERVICES SA fait part du changement d'adresse de l'administrateur Monsieur Page François-Xavier. La nouvelle adresse se situe à B-1390 Nethen, 90, rue de Bossut.

Pour la société DNA33 SERVICES SA

Référence de publication: 2015092006/10.
(150103604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Harbour, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 124.052.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un administrateur*

Référence de publication: 2015096071/11.
(150106872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Newera S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 41.378.

EXTRAIT

En date du 15 janvier 2015, la société a pris acte de la démission de Monsieur Patrick Houbert de son poste d'administrateur et nomination avec effet immédiat à ce même poste d'administrateur Monsieur Xavier Guyard demeurant professionnellement au 25B Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg.

Les mandats susvisés prendront donc fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015099817/14.
(150109839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

New Jomar s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 14, avenue du Rock'n'Roll.
R.C.S. Luxembourg B 153.649.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015099816/9.

(150109491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

NCTransports Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, 2, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 148.635.

Assemblée générale ordinaire du 22/06/2015

Changement de siège social de 152 Route de Longwy L-4801 Rodange à 2 rue de l'Industrie L-4823 Rodange

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2015099812/10.

(150109871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Mutual Colors, Société Anonyme.

Capital social: EUR 593.324,00.

Siège social: L-5376 Übersyren, 25, rue de Beyren.
R.C.S. Luxembourg B 167.746.

Les statuts coordonnés au 16 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015099802/10.

(150109593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Nive I, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 69.650,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 149.473.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 12 juin 2015

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Csaba Horvath de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 15 juin 2015.
Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015099808/12.

(150109768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

NII International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 149.229.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 23 juin 2015 que M. Scott W. Winn a été révoqué de sa fonction de gérant de catégorie C de la Société, avec effet au 23 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

NII International Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2015099821/13.

(150109846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Noigel Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7557 Mersch, 31, rue Mies.

R.C.S. Luxembourg B 94.743.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015099822/9.

(150110050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

NG Global Construction S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 176.130.

Il est porté à la connaissance des tiers que le siège social 31, Op der Heckmill, L-6783 Grevenmacher de la société NG Global Construction S.A., inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Luxembourg B-176.130, a été dénoncé par envoi recommandé avec effet au 24 juin 2015.

Cette dénonciation est faite par LMS Services Sàrl, à titre d'agent domiciliaire de la société concernée.

Référence de publication: 2015099819/10.

(150109339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Novator (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.887.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions des actionnaires prises en date du 9 juin 2015 que la société The Winterbotham Trust Company Ltd, ayant son siège social situé à Winterbotham Place, Marlborough & Queen Streets, Nassau, Bahamas, cède la totalité de ses parts, à savoir 250,000 parts, à la société Novator Purpose Holdings Ltd, ayant son siège social situé à Winterbotham Place, Marlborough & Queen Streets, Nassau, Bahamas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Fait à Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015099811/16.

(150109370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

NFM Alloyz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.909.

Constituée par-devant Me Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 juin 1994, acte publié au Mémorial C no 398 du 15 octobre 1994, modifiée par-devant Me Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Wiltz, en date du 6 septembre 1996, acte publié au Mémorial C no 612 du 27 novembre 1996, modifiée par acte sous seing privé en date du 26 novembre 2001, l'avis afférent a été publié au Mémorial C no 519 du 3 avril 2002, modifiée par-devant Me Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 26 avril 2013, acte publié au Mémorial C no 1642 du 10 juillet 2013, modifiée par-devant le même notaire en date du 24 juin 2014, acte publié au Mémorial C no 2458 du 17 septembre 2014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NFM ALLOYZ S.A.

Claude BEVER

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015099818/19.

(150109311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Petromac Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 185.625.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015099855/9.
(150109283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Nevis JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 184.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015099804/10.

(150109325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Odilon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 95.958.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour la société
ODILON S.A.

Référence de publication: 2015099831/15.

(150109163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Newfound Bay Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 140.424.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 9 mars 2015

En date du 9 mars 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Faruk Franc Durusu, né 20 juin 1978 Yildizei Turquie, avec adresse professionnelle au 102 rue des Maraîchers L-2124 Luxembourg, en tant que gérant classe B de la Société avec effet à 9 mars 2015;
- nommer Monsieur Guy Knepper, né 4 avril 1968 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec adresse professionnelle au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant classe B de la Société avec effet au 9 mars 2015;
- Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

Ms. Joanne Goodsell, Gérant de classe A

Mr. Guy Knepper, Gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2015.

Newfound Bay Limited S.à. r.l.

Référence de publication: 2015099807/20.

(150110036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Oesling Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Beelerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 138.031.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015099832/10.

(150109670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Okikado Ltd S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 176.249.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015099833/10.

(150109150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Optihome S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 70, rue des Prés.
R.C.S. Luxembourg B 172.509.

Monsieur Alain Neybecker a démissionné en date du 11 mars 2015 avec effet immédiat de ses mandats d'administrateur et d'administrateur-délégué de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015099829/11.

(150109274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

**Osprey Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. CD&R Osprey Investment S.à r.l.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 150.417.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 05 mai 2015.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015099830/11.

(150110140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Oregon, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 165.449.

Le Rapport Annuel Révisé pour la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 et l'allocation du résultat relative à l'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015099838/12.

(150109943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Nevis JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 184.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015099805/10.

(150109326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Odyssey Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 143.170.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Odyssey Investments S.à r.l.
Un mandataire*

Référence de publication: 2015099827/11.

(150109790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

ND Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 104.249.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur B en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur B démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour la société
ND CAPITAL S.A.

Référence de publication: 2015099813/15.

(150109017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Oregon, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 165.449.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg, le 19 juin 2015:

L'assemblée Générale Ordinaire décide:

- de renouveler, pour une période d'un an prenant fin avec l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016, les Administrateurs suivants:

- * Monsieur Edward de BURLET, Administrateur et Président du Conseil d'Administration
- * Monsieur Raymond GLODE, Administrateur
- * Monsieur Richard GODDARD, Administrateur

- de renouveler DELOITTE AUDIT en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé pour une période d'un an se terminant avec l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015099837/18.

(150109942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

OT Luxco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 162.947.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015099842/10.

(150109380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Oronte S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 97.351.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015

Le Conseil d'Administration accepte la démission de BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B-51.675 en tant que déléguée à la gestion journalière des affaires de la société.

Pour la société

ORONTE S.A.

Référence de publication: 2015099840/12.

(150109648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Orysia S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 38.981.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour la société

ORYSIA S.A.

Référence de publication: 2015099841/15.

(150110243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Polymath Investments, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

R.C.S. Luxembourg B 141.379.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 16 mai 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution de la société fonds d'investissement spécialisé POLYMATH INVESTMENTS, SICAV-FIS, SICAV sous forme d'une société anonyme, dont le siège social à L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, a été dénoncé en date du 14 novembre 2012.

Le même jugement a nommé liquidateur Maître Ferdinand BURG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Le jugement a ordonné aux créanciers de faire au greffe du tribunal de commerce du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg la déclaration du montant de leurs créances avant le 6 juin 2013.

Pour la société fonds d'investissement spécialisé POLYMATH INVESTMENTS, SICAV-FIS, SICAV

Ferdinand BURG

Le liquidateur

Référence de publication: 2015099861/17.

(150109548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

VM Investing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8031 Strassen, 46, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 197.716.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze.

Le dix juin.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Vito MARINELLI, gérant de société, demeurant à L-8031 Strassen, 46, rue de la Libération.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il entend constituer:

Art. 1^{er} . Il existe une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 telles qu'elles ont été modifiées et par les présents statuts.

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs associés. L'associé unique peut s'adjoindre à tout moment un ou plusieurs co-associés, et de même les futurs associés peuvent prendre les mesures tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. La Société a pour objet la prestation de services administratifs.

La Société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

Art. 4. La société prend la dénomination de VM Investing S.à r.l..

Art. 5. Le siège social est établi à Strassen.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'une décision de l'associé unique ou du consentement des associés en cas de pluralité d'eux.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125.-) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Dans le cas de l'alinéa 2 le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant et, pour autant que les statuts le prévoient, aux autres héritiers légaux.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréés et qui n'ont pas trouvé un cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux gérants par exploit d'huissier et notifiée aux associés par pli recommandé à la poste.

Toutefois, pendant le dit délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'art. 199 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures, soit par un tiers agréé par eux, soit par la société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé, en cas de désaccord, par les tribunaux.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'art. 1690 du Code civil.

Art. 10. Le décès de l'associé unique ou de l'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne met pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers de l'associé unique ou d'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'associé unique ou par l'assemblée des associés. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa (leur) fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique visées à l'alinéa qui précède sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou par les associés en cas de pluralité d'eux, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales.

Souscription et libération du capital social

Les cent (100) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Vito MARINELLI, prénommé.

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de sa constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Évaluation

Les frais incombant à la société du chef des présentes sont évalués à environ mille Euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social, a pris en outre les résolutions suivantes:

1.- Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Vito MARINELLI, gérant de société, né à Luxembourg, le 2 juin 1970, demeurant à L-8031 Strassen, 46, rue de la Libération.

2.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3.- L'adresse de la société est fixée à L-8031 Strassen, 46, rue de la Libération.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: T. WEBER, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 juin 2015. Relation: GAC/2015/4970. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G.SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 17 juin 2015.

Référence de publication: 2015095729/120.

(150105129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Batipart Immo Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 196.312.

L'an deux mille quinze, le neuf juin.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

IMMOBILIERE MONROE S.A., une société anonyme ayant son siège social à 4-6, Rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B, sous le numéro 162027, (l'«Associé»),

représentée aux fins des présentes par, Madame Christelle POULIQUEN, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 9 juin 2015.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de BATIPART IMMO EUROPE S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 4-6, Rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B, sous le numéro 196312, avec un capital social fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) et représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euro) chacune, constituée le 21 avril 2015 suivant acte du notaire instrumentant, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant être parfaitement informé des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de trois millions neuf cent trente-six mille quatre cents euros (EUR 3.936.400) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à trois millions neuf cent quarante-huit mille neuf cents euros (EUR 3.948.900) par la création et l'émission de trente-neuf mille trois cent soixante-quatre (39.364) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100) chacune.

2. Modification de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital ci-dessus.

3. Divers.

a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de trois millions neuf cent trente-six mille quatre cents euros (EUR 3.936.400) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à trois millions neuf cent quarante-huit mille neuf cents euros (EUR 3.948.900) par la création et l'émission de trente-neuf mille trois cent soixante-quatre (39.364) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes, et donnant droit aux dividendes à partir du jour de l'émission.

Souscription

L'Associé déclare souscrire trente-neuf mille trois cent soixante-quatre (39.364) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100) chacune.

Libération

Les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par un apport en nature consistant en:

i. huit millions quatre cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-quatre (8.479.364) actions de la société Eurosic (les «Actions»), une société anonyme de droit français ayant son siège social au 28, rue Dumont d'Urville F-75116 Paris, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Paris 307 178 871 («Eurosic»). Les actions Eurosic sont cotées à Euronext Paris -Compartiment B sous le code ISIN FR0000038200. Mnémonique: ERSC -Code ISIN: FR0000038200. La valeur de bourse au 8 juin 2015 est de quarante euros et quinze centimes (EUR 40,15) par Action. Les Actions ont une valeur totale de trois cent quarante millions quatre cent quarante-six mille quatre cent soixante-quatre euros et soixante centimes (EUR340.446.464,60);

ii. les financements souscrits par l'Associé et attachés aux Actions Eurosic, dont le capital restant dû s'élève à cent soixante-douze millions d'euros (EUR 172.000.000)

iii. ainsi que les 10.155.964 droits préférentiels de souscription («DPS») liés aux 10.155.964 Actions détenues par Immobilière Monroe dans Eurosic dans le cadre de l'émission par Eurosic d'obligations subordonnées remboursables en actions nouvelles d'Eurosic, code ISIN FR0012759579 («OSRA»). Les DPS sont cotées à Euronext Paris du 5 juin 2015 au 17 juin 2015 inclus sous le code ISIN FR0012759587. Aucune transaction n'a été réalisée en bourse sur les DPS au 8 juin 2015. La valeur est estimée à quinze centimes d'euros (EUR 0,15) par DPS. Les 10.155.964 DPS ont une valeur totale de un million cinq cent vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et soixante centimes (EUR 1.523.394,60), (l'«Apport»).

La preuve de l'existence et de la valeur de cet Apport a été produite au notaire soussigné.

L'Apport global d'un montant de cent soixante-neuf millions neuf cent soixante neuf mille huit cent cinquante-neuf euros et vingt centimes (EUR 169.969.859,2) est alloué comme suit: à concurrence de trois millions neuf cent trente-six mille quatre cents euros (EUR 3.936.400) pour le capital social, et à concurrence de cent soixante-six millions trente-trois mille quatre cent cinquante-neuf euros et vingt centimes (EUR 166.033.459,2) pour la prime d'émission.

Déclaration du souscripteur et rapport des gérants de la société

L'Associé agissant par le biais de son représentant dûment nommé, a ensuite déclaré que l'Apport est libre de tout gage ou engagement ou charge, suivant ce qui s'applique, et que des instructions valables ont été données pour entreprendre toutes notifications, enregistrements ou autres formalités nécessaires à la réalisation du transfert valable de l'Apport à la Société.

L'Associé, agissant par le biais de son représentant dûment nommé, a ensuite déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société en date du 9 juin 2015, dans lequel l'Apport et les financements attachés aux Actions Eurosic sont décrits et évalués (le «Rapport»).

Le Rapport contient la conclusion suivante:

«Sur base d'évaluation effectuée, reconnaissant par la présente avoir pris connaissance de l'étendue de notre responsabilité pour être légalement engagée, en notre qualité de gérants de la Société, à raison de l'apport en nature ci-avant décrit, à titre de libération intégrale des trois millions neuf cent trente-six mille quatre cents euros (EUR 3.936.400) pour porter le capital de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à trois millions neuf cent quarante-huit mille neuf cents euros (EUR 3.948.900) par la création et l'émission de trente-neuf mille trois cent soixante-quatre (39.364) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes, assorties d'une prime d'émission globale de cent soixante-six millions trente trois mille quatre cent cinquante neuf euros et vingt centimes (EUR 166.033.459,2) nous marquons expressément notre accord sur la description de l'apport en nature, sur son évaluation à au moins cent soixante-neuf millions neuf cent soixante neuf mille huit cent cinquante neuf euros et vingt centimes (EUR 169.969.859,2) ainsi que sur le transfert de la propriété des DPS, desdites actions et financements attachés aux Actions Eurosic en faveur de la Société et confirmons la validité de souscription et libération.»

Le Rapport, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'associé a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions neuf cent quarante-huit mille neuf cents euros (EUR 3.948.900) représenté par trente-neuf mille quatre cent quatre-vingt-neuf (39.489) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.»

Frais et dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ sept mille deux cents euros (EUR 7.200,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connue du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. POULIQUEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/18002. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015094985/107.

(150105655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Ottensen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.567.400,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 129.299.

In the year two thousand and fifteen, on the tenth of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Ottensen S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 129.299 and having a share capital of seven million five hundred and sixty-seven thousand four hundred euro (EUR 7,567,400) (the Company).

The Company was incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on June 4th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Memorial), number 1681 on August 9th, 2007. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of the same notary, dated April 4th, 2013, published in the Memorial number 1334 on June 6th, 2013.

There appeared:

EOF Germany S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 121.049 (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on June 8th, 2015.

The power of attorney, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That it holds all the issued shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of eleven million euro (EUR 11,000,000) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of seven million five hundred and sixty-seven thousand four hundred euro (EUR 7.567.400) represented by seventy-five thousand six hundred seventy-four (75,674) shares, having a par value of one hundred euro (EUR 100) each, to eighteen million five hundred and sixty-seven thousand four hundred euro (EUR 18,567,400) by way of the issuance of one hundred and ten thousand (110,000) additional shares, having a par value of one hundred euro (EUR 100) each, in registered form, having the same rights and obligation as the existing shares of the Company;

2. Subscription for and payment of the share capital increase specified under item 1 above by way of a contribution in cash;

3. Amendment to article 6 of the articles of association of the Company;
4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, in the name and on behalf of the Company, to the above changes; and
5. Miscellaneous.

The Sole Shareholder then took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of eleven million euro (EUR 11,000,000) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of seven million five hundred and sixty-seven thousand four hundred euro (EUR 7,567,400) represented by seventy-five thousand six hundred seventy-four (75,674) shares, having a par value of one hundred euro (EUR 100) each, to eighteen million five hundred and sixty-seven thousand four hundred euro (EUR 18,567,400) by way of the issuance of one hundred and ten thousand (110,000) additional shares, having a par value of one hundred euro (EUR 100) each, in registered form, having the same rights and obligation as the existing shares of the Company.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, hereby declares to subscribe for one hundred and ten thousand (110,000) new shares, in registered form, having a par value of one hundred Euro (EUR 100) each, and fully pays them up by way of a contribution in cash in the aggregate amount of eleven million Euro (EUR 11,000,000), which shall be entirely allocated to the nominal share capital account of the Company.

The amount of eleven million Euro (EUR 11,000,000) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6. Capital.** The share capital is set at eighteen million five hundred and sixty-seven thousand four hundred euro (EUR 18,567,400), represented by one hundred and eighty-five thousand six hundred seventy-four (185,674) shares in registered form, having a par value of one hundred euro (EUR 100) each.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, on behalf of the Company, to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately five thousand three hundred euro (EUR 5,300).

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed. The document having been read to the person appearing, who signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix juin.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenu

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Ottensen S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 129.299 avec un capital social de sept millions cinq cent soixante-sept mille quatre cents euros (7.567.400.- EUR) (la Société).

La société a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 4 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial), numéro 1681 du 9 août 2007. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le même notaire, en date du 4 avril 2013, publié au Mémorial, numéro 1334 du 6 juin 2013.

A COMPARU:

EOF Germany S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant, de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 121.049 (l'Associé unique),

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité d'Associé unique, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I. La société comparante détient l'ensemble des parts sociales de la Société.

II. L'agenda de l'Assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de onze millions d'euros (11.000.000.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de sept millions cinq cent soixante-sept mille quatre cents euros (7.567.400.- EUR) représenté par soixante-quinze mille six cent soixante-quatorze (75.674) parts sociales, d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, à dix-huit millions cinq cent soixante-sept mille quatre cents euros (18.567.400.- EUR), par l'émission de cent dix mille (110.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes;

2. Souscription et libération de l'augmentation de capital mentionné au point 1 ci-dessus par un apport en numéraire;

3. Modification de l'article 6 des Statuts de la Société;

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les résolutions adoptées ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à chaque gérant de la Société d'inscrire, pour le compte de la Société, les parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

5. Divers;

L'Associé unique prend ensuite les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé unique décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de onze million d'euros (11.000.000.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de sept millions cinq cent soixante-sept mille quatre cents euros (7.567.400.- EUR) représenté par soixante-quinze mille six cent soixante-quatorze (75.674) parts sociales, d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, à dix-huit millions cinq cent soixante-sept mille quatre cents euros (18.567.400.- EUR), par l'émission de cent dix mille (110.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription et libération

L'Associé unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les cent dix mille (110.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, et entièrement libérée en espèces par un paiement de onze millions d'euros (11.000.000.- EUR) qui sera intégralement alloué au capital social de la Société.

Le montant de onze millions d'euros (11.000.000.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il a été justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

L'Associé unique décide, suite à la résolution précédemment prise, de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à dix-huit millions cinq cent soixante-sept mille quatre cents euros (18.567.400 EUR) représenté par cent quatre-vingt-cinq mille six cent soixante-quatorze (185,674) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.“

Troisième résolution

L'Associé unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les résolutions adoptées ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à chaque gérant de la Société d'inscrire, pour le compte de la Société, les parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou pour lesquels elle est responsable, en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à cinq mille trois cents euros (5.300.- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et la traduction française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires de la partie comparante, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 12 juin 2015. 2LAC/2015/13162. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Référence de publication: 2015096209/159.

(150106920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Vord Group S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 197.795.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am elften Tag des Monats Juni;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „FINEX.LU S.A. SOPARFI“, mit Sitz in L-2449 Luxembourg, 25A, Boulevard Royal, eingetragen im Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 144705,

hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (der „Bevollmächtigte“), auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden

Welcher erschienene Partei, vertreten wie hiervor erwähnt, den unterzeichneten Notar ersucht die Statuten einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche sie hiermit zu gründen beabsichtigt, zu beurkunden wie folgt:

A. Bezeichnung - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „VORD GROUP SARL“ (die „Gesellschaft“) gegründet, welche durch gegenwärtige Satzungen (die „Statuten“), sowie durch die anwendbaren Gesetze und besonders durch das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Der Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung des eigenen Vermögens, die Übernahme von Beteiligungen, Anteilen und Anteilsscheinen in jeglicher Form in Luxemburg oder im Ausland sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen, Anteile und Anteilsscheine. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise Aktien, Anteile und andere Genussscheine, Anleihen, Schuldverschreibungen, Einlagenzertifikate und andere Schuldtitel und ganz allgemein alle Wertpapiere und Finanzinstrumente erwerben, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonen gleich welcher Art begeben wurden.

2.2 Die Gesellschaft kann Mittel in jeglicher Form, außer über ein öffentliches Zeichnungsangebot, aufnehmen und beschaffen. Sie kann - ausschließlich im Wege einer Privatplatzierung - Notes, Anleihen und Schuldverschreibungen sowie Schuldtitel und/oder Aktienwerte emittieren. Die Gesellschaft kann Mittel, einschließlich der Erlöse von Mittelaufnahmen und/oder Emissionen von Schuldtiteln, unter anderem die Gewährung von Darlehen, Garantien oder Sicherheiten in jeglicher Art und Weise, an ihre Tochtergesellschaften oder an Unternehmen ausleihen, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, auch wenn diese Beteiligung nicht erheblich ist, oder an Gesellschaften, die direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder einer zur gleichen Gruppe wie die Gesellschaft gehörenden Konzerngesellschaft sind (nachfolgend als die „verbundenen Unternehmen“ bezeichnet). Sie kann des Weiteren Garantien gewähren und Sicherheiten zugunsten Dritter stellen, um deren Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer verbundenen Unternehmen zu besichern. Die Gesellschaft kann darüber hinaus ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in sonstiger Weise Sicherheiten dafür schaffen.

2.3 Die Gesellschaft kann außerdem in den Erwerb und das Management eines Portfolios von Patenten und/oder sonstigen geistigen Schutzrechten gleich welcher Art oder Herkunft investieren.

2.4 Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Methoden und Instrumente für ihre Investitionen zum Zwecke des effizienten Managements derselben einsetzen, darunter auch Methoden und Instrumente, mit denen die Gesellschaft gegen Kredit-, Währungs-, Zins- und andere Risiken abgesichert werden kann.

2.5 Die Gesellschaft kann wirtschaftliche und/oder finanzielle Geschäfte im Zusammenhang mit direkten oder indirekten Anlagen in bewegliches Vermögen und Immobilien abschließen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Erwerb, Eigentum, Anmietung, Vermietung, Leasing, Verleih, Teilung, Abschöpfung, Rückforderung, Entwicklung, Erschließung, Kultivierung, Erweiterung, Verkauf oder sonstige Veräußerung, Beleihung, Verpfändung oder Belastung in anderer Weise von beweglichem Vermögen oder Immobilien.

2.6 Die vorgenannte Beschreibung ist im weitesten Sinne zu verstehen und die vorstehende Aufzählung erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Für eine Verlegung des Sitzes außerhalb der Gemeindegrenzen bedarf es eines einfachen Beschlusses der Generalversammlung.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendsechshundert Euro (12.600,- EUR), aufgeteilt in einhundertsechszwanzig (126) Anteile zu je einhundert Euro (100,- EUR), welche voll eingezahlt sind.

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss einer Mehrheit von Gesellschaftern, die zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, geändert werden.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 8. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Dritte bedarf der vorherigen Zustimmung der anderen Gesellschafter mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals.

Im Fall des Todes eines Gesellschafter bedarf die Übertragung von Anteilen des verstorbenen Gesellschafter an einen Dritten der Zustimmung der anderen Gesellschafter in einer Hauptversammlung mit einer Dreiviertelmehrheit des Gesellschaftskapitals.

Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Art. 9. Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter aufgelöst.

C. Geschäftsführung

Art. 10. Die Geschäftsführung obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern, welche nicht Gesellschafter sein müssen.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehende Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Gesellschafter bestellt, welche(r) die Dauer ihres Mandats bestimmt (bestimmen).

Die Geschäftsführer können jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von den Gesellschaftern abberufen werden.

Im Falle der Vakanz einer Geschäftsführerposition aufgrund Todes, Rücktritts, Ausscheidens oder aus anderen Gründen können die verbleibenden Geschäftsführer vorübergehend einen Geschäftsführer an dessen Stelle ernennen. Die Gesellschafter entscheidet über die endgültige Bestellung eines neuen Geschäftsführers in der nächsten Hauptversammlung der Gesellschafter.

Wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, wird sie durch die Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet; bei Mehrheit von Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die Einzelunterschrift eines jeden Geschäftsführers verpflichtet.

Die Gesellschaft kann weiterhin durch die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführer, beziehungsweise Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet werden.

Art. 11. Bei Bestellung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch den Rat der Geschäftsführer geleitet, welche aus dem Kreis ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden auswählt und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen kann.

Sie kann außerdem einen Sekretär bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokollierung der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführer wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht anderes im Einladungsschreiben bestimmt wird. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Rat der Geschäftsführer per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben, außer in dringenden Fällen, in denen Art und Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden sollen. Auf das Einladungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangehenden Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Bei Anwesenheit oder Vertretung aller Geschäftsführer in einer Sitzung der Geschäftsführung oder im Falle schriftlicher Beschlüsse, denen alle Geschäftsführer zustimmen und die von allen Geschäftsführern unterschrieben werden, ist kein Einladungsschreiben erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein Geschäftsführer kann mehrere andere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, die den an der Sitzung teilnehmenden Personen die Verständigung untereinander erlauben. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Rat der Geschäftsführer ist nur beschlussfähig, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der Beschlussfassung dient.

Art. 12. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von einem zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

Art. 13. Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Art. 14. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und haften als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats.

Art. 15. Der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von den Geschäftsführern erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind, wobei die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten dürfen.

D. Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 16. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Art. 17. Wirksam gefasste Entscheidungen bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, sofern die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt.

Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Gesellschafter gefasst, welche mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals darstellen. Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf jedoch der Einstimmigkeit der Gesellschafter.

Art. 18. Im Falle eines Alleingeschafters übt dieser die der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung aus.

E. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 19. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 20. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt ein Inventar, das Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 21. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 22. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Gesellschaft von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert.

Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Bei Fehlen ausdrücklicher anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die größtmöglichen Befugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und zur Berichtigung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Verwertung der Vermögenswerte und der Berichtigung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

G. Anwendbares Recht

Art. 23. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, berufen und beziehen sich die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, wurden sämtliche Anteile durch die Alleingeschafterin, die Gesellschaft „FINEX.LU S.A. SOPARFI“, vorgeannt und vertreten wie hiavor erwähnt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (12.600,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Beschlussfassung Durch die Alleinige Geschafterin

Anschließend hat die eingangs erwähnte erschienene Partei, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, in ihrer Eigenschaft als Alleingeschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-2449 Luxemburg, 25A Boulevard Royal.
- 2) Folgende Personen werden zu Geschäftsführern auf unbestimmte Dauer ernannt:
 - Herr Witold OZIMSKI, Gesellschaftsverwalter, geboren in Sieradz (Polen), am 28. Mai 1964, wohnhaft in 93-329 Łódź, Wigilijna 4 m.7 (Polen);
 - Herr Tomasz WOLSKI, Gesellschaftsverwalter, geboren in Inowrocław (Polen), am 29. Dezember 1964, wohnhaft in 00-199 Warszawa, Pokorna 2 m.1338 (Polen); und
 - Herr Ryszard KACZMAREK, Gesellschaftsverwalter, geboren in Łódź (Polen), am 22. März 1962, wohnhaft in 91-348 Łódź, Świętej Teresy 5/9 m.416 (Polen).
- 3) In Einklang mit Artikel 10 der Statuten hat jeder Geschäftsführer die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaft rechtmäßig und ohne Einschränkungen durch seine alleinige Unterschrift zu verpflichten.

Notarielle Bescheinigung

Die Gesellschaft und ihre Satzung erfüllen nach Form und Inhalt die anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen hinsichtlich der Handelsgesellschaften, insbesondere jene bezüglich der Gesellschaften mit beschränkter Haftung.

Gemäß den derzeit im Großherzogtum Luxemburg gültigen rechtlichen Bestimmungen und Vorschriften und in Übereinstimmung mit dem vertragsrechtlichen Prinzip, dass Verträge, die vor einem Notar geschlossen werden, unmittelbar in Kraft treten, existiert die besagte Gesellschaft und erlangt ihre Rechtspersönlichkeit mit dem Datum der Unterzeichnung dieses notariellen Gründungsaktes als Körperschaft und juristische Person, in Abgrenzung von ihren Gesellschaftern, und

zwar vor Erfüllung sämtlicher Registrierungs- und Veröffentlichungsformalitäten bei dem Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs und dem offiziellen Amtsblatt Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Gründungskosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Entgelte oder Belastungen jeder Art, die der Gesellschaft zufallen werden, beläuft sich auf ungefähr neunhundert Euro.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxembourg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienen Partei, qualitate qua, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré a Luxembourg A.C. 2, le 16 juin 2015. 2LAC/2015/13351. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015097119/217.

(150107513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

VCP VII Luxco 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 156.876.

In the year two thousand and fifteen, on the fifth of June.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1.- Bermuda Holdco Lux 1 S.à r.l., a limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, registered with the Trade and Company Register in Luxembourg, under the number B 161000,

2.- Bermuda Holdco Lux 2 S.à r.l., a limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, registered with the Trade and Company Register in Luxembourg, under the number B 161003,

3.- Bermuda Holdco Lux 3 S.à r.l., a limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, registered with the Trade and Company Register in Luxembourg under the number B 161004,

4.- Bermuda Holdco Lux 4 S.à r.l., a limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, registered with the Trade and Company Register in Luxembourg, under the number B 161008,

5.- Vision Capital Partners VII B L.P., a limited partnership incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered with The Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey, under the number 1507,

6.- Vision Capital Partners VII L.P., a limited partnership incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered with The Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey, under the number 975,

all here represented by Mr. Max MAYER, employee, residing professionally in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg,

by virtue of six (6) proxies given under private seal.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Said appearing parties, through their proxy holder, have requested the undersigned notary to state that:

The appearing parties are the partners of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing under the name of VCP VII Luxco 6 SARL, with registered office in 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 11th October 2010, published in the Mémorial C number 2854 of 29th December 2010.

The Articles of Incorporation have been lastly amended pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, 23rd July 2014, published in the Mémorial C number 2782 of 7th October 2014.

The appearing parties have deliberated upon the points of the agenda and took, by unanimous vote, the following resolutions:

First resolution

The share capital is increased by an amount of thirty thousand Euro (30,000.- EUR), in order to raise it from its present amount of one hundred and forty-nine million seven hundred and thirty-four thousand and forty-eight Euro (149,734,048.- EUR) to one hundred and forty-nine million seven hundred and sixty-four thousand and forty-eight Euro (149,764,048.- EUR), by the issue of seven thousand and five hundred (7,500) new Class A shares and seven thousand and five hundred (7,500) new Class B shares and seven thousand and five hundred (7,500) new Class C shares and seven thousand and five hundred (7,500) new Class D shares with a par value of one Euro (1,- EUR) each.

The seven thousand and five hundred (7,500) new Class A shares and seven thousand and five hundred (7,500) new Class B shares and seven thousand and five hundred (7,500) new Class C shares and seven thousand and five hundred (7,500) new Class D, have been subscribed and fully paid up by:

1.- The company Bermuda Holdco Lux 1 S.à r.l., prenamed, to the extent of seven thousand and five hundred (7,500) new Class A shares;

2.- The company Bermuda Holdco Lux 2 S.à r.l., prenamed, to the extent of seven thousand and five hundred (7,500) new Class B shares;

3.- The company Bermuda Holdco Lux 3 S.à r.l., prenamed, to the extent of seven thousand and five hundred (7,500) new Class C shares;

4.- The company Bermuda Holdco Lux 4 S.à r.l., prenamed, to the extent of seven thousand and five hundred (7,500) new Class D shares;

by payment in cash so that the amount of thirty thousand Euro (30,000.-EUR) is from this day on at the free disposal of the company VCP VII Luxco 6 SARL and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Second resolution

As a consequence of such increase of capital, article 5.1. of the articles of association is amended as follows:

" **5.1.** The share capital is set at one hundred and forty-nine million seven hundred and sixty-four thousand and forty-eight Euro (149,764,048.- EUR) represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares, thirty-four million four hundred forty-eight thousand and five-hundred and ten (34,448,510) Class A Shares, thirty-four million four hundred forty-eight thousand and five-hundred and ten (34,448,510) Class B Shares, thirty-four million four hundred forty-eight thousand and five-hundred and ten (34,448,510) Class C Shares, thirty-four million four hundred forty-eight thousand and five-hundred and ten (34,448,510) Class D Shares, one million nine hundred ninety-two thousand nine hundred and eighteen (1,992,918) Class E Shares, one million nine hundred ninety-two thousand nine hundred and eighteen (1,992,918) Class F Shares, one million nine hundred ninety-two thousand nine hundred and eighteen (1,992,918) Class G Shares, one million nine hundred ninety-two thousand nine hundred and eighteen (1,992,918) Class H Shares, one million nine hundred ninety-two thousand nine hundred and eighteen (1,992,918) Class I Shares and one million nine hundred ninety-two thousand nine hundred and eighteen (1,992,918) Class J Shares, with a nominal value of one euro (1.- EUR) each, all subscribed and fully paid-up."

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at EUR 1,400.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the proxy-holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le cinq juin.

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Bermuda Holdco Lux 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg, dont le siège social est établi à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stumper, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 161.000,

2.- Bermuda Holdco Lux 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg, dont le siège social est établi à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stumper, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 161003,

3.- Bermuda Holdco Lux 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg, dont le siège social est établi à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stumper, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 161004,

4.- Bermuda Holdco Lux 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg, dont le siège social est établi à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stumper, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 161008,

5.- Vision Capital Partners VII B LP, une société régie par les lois de Guernesey, dont le siège social est établi à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au «Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey», sous le numéro 1507,

6.- Vision Capital Partners VII LP, une société régie par les lois de Guernesey, dont le siège social est établi à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, inscrite au «Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey», sous le numéro 975,

toutes ici représentées par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg,

en vertu de six procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquelles comparantes, par leur mandataire, ont prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Les comparantes sont les associés de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de VCP VII Luxco 6 SARL, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 octobre 2010, publié au Mémorial C numéro 2854 du 29 décembre 2010.

Les statuts de ladite société ont été dernièrement modifiés suivant acte par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Luxembourg) en date du 23 juillet 2014, publié au Mémorial C numéro 2782 du 7 octobre 2014.

Les comparantes ont délibéré sur l'ordre du jour et ont ensuite pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de trente mille euros (30.000,- EUR), pour le porter de son montant actuel de cent quarante-neuf millions sept cent trente-quatre mille quarante-huit euros (149.734.048,-EUR) à cent quarante-neuf millions sept cent soixante-quatre mille quarante-huit euros (149.764.048,- EUR), par l'émission de sept mille cinq cent (7.500) nouvelles parts sociales de classe A, sept mille cinq cent (7.500) nouvelles parts sociales de classe B, sept mille cinq cent (7.500) nouvelles parts sociales de classe C, et sept mille cinq cent (7.500) nouvelles parts sociales de classe D avec une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune.

Les sept mille cinq cent (7.500) nouvelles parts sociales de classe A, sept mille cinq cent (7.500) nouvelles parts sociales de classe B, sept mille cinq cent (7.500) nouvelles parts sociales de classe C, sept mille cinq cent (7.500) nouvelles parts sociales de classe D, nouvellement émises ont été souscrites et libérées entièrement par:

1.- La société Bermuda Holdco Lux 1 S.à.r.l., prénommée, à concurrence de sept mille cinq cent (7.500) parts sociales de classe A;

2.- La société Bermuda Holdco Lux 2 S.à.r.l., prénommée, à concurrence de sept mille cinq cent (7.500) parts sociales de classe B;

3.- La société Bermuda Holdco Lux 3 S.à.r.l., prénommée, à concurrence de sept mille cinq cent (7.500) parts sociales de classe C;

4.- La société Bermuda Holdco Lux 4 S.à.r.l., prénommée, à concurrence de sept mille cinq cent (7.500) parts sociales de classe D;

par versement en numéraire de sorte que la somme de trente mille (30.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société VCP VII Luxco 6 SARL, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Deuxième résolution

Suite à l'augmentation de capital réalisée, l'article 5.1. des statuts se trouve modifié comme suit:

" **5.1.** Le capital social est fixé à cent quarante-neuf millions sept cent soixante-quatre mille quarante-huit euros (149.764.048,- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales ordinaires, trente-quatre millions quatre cent quarante-huit mille et cinq cent dix (34.448.510) Parts Sociales de Classe A, trente-quatre millions quatre cent quarante-huit mille et cinq cent dix (34.448.510) Parts Sociales de Classe B, trente-quatre millions quatre cent quarante-huit mille et cinq cent dix (34.448.510) Parts Sociales de Classe C, trente-quatre millions quatre cent quarante-huit mille et cinq cent

dix (34.448.510) Parts Sociales de Classe D, un million neuf cent quatre-vingt-douze mille et neuf cent dix-huit (1.992.918) Parts Sociales de Classe E, un million neuf cent quatre-vingt-douze mille et neuf cent dix-huit (1.992.918) Parts Sociales de Classe F, un million neuf cent quatre-vingt-douze mille et neuf cent dix-huit (1.992.918) Parts Sociales de Classe G, un million neuf cent quatre-vingt-douze mille et neuf cent dix-huit (1.992.918) Parts Sociales de Classe H, un million neuf cent quatre-vingt-douze mille et neuf cent dix-huit (1.992.918) Parts Sociales de Classe I et un million neuf cent quatre-vingt-douze mille et neuf cent dix-huit (1.992.918) Parts Sociales de Classe J, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune."

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.400,- EUR.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 juin 2015. Relation GAC/2015/4838. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015097114/169.

(150107730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

ARTS Leonardo 2015-1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X septembre.

R.C.S. Luxembourg B 197.727.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of June.

Before the undersigned, Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Stichting Arts-Leonardo, a stichting incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Barbara Strozziilaan 101, 1083 HN Amsterdam, the Netherlands and being registered with the Dutch Trade Register under the number 63412861,

duly represented by Ms Antonine SANCHEZ, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given on 09 June 2015.

The appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the "Articles") of a société anonyme under the name ARTS Leonardo 2015-1 S.A., which it declares to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued a public limited liability company (société anonyme) under the name of "ARTS Leonardo 2015-1 S.A." (the "Company") qualifying as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg act dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended (the "Securitisation Act 2004").

The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg ("Luxembourg"). It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the "Board") or, in the case of a sole director (the "Sole Director") by a decision of the Sole Director.

Branches, subsidiaries and other offices (excluding the registered office of the Company) may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board or, in the case of a Sole Director, a decision of the Sole Director.

Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have

no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholders (the “General Meeting”) adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 4. Corporate purpose. The corporate purposes of the Company are to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transactions as permitted under the Securitisation Act 2004, subject to the following limit (the “Issue Limit”): the Company shall not issue securities of any kind to the public more than three times during any twelve month period.

The Company may, among other things and always subject to the Securitisation Act 2004, any other applicable law and compliance with such applicable law, the Issue Limit and any agreement, contract or arrangement that the Company may enter into:

a) acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or property of claims, receivables and/or other goods or assets (including securities of any kind), either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities (valeurs mobilières) of any kind whose value or return is linked to these risks;

b) assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, structured deposits, receivables and/or other goods, structured products relating to commodities or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself by any other means;

c) proceed, so far as they relate to securitisation transactions, to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities), structured products relating to commodities or assets (including debt or equity securities of any kind), receivables, claims or loans or other credit facilities (and the agreements or contracts relating thereto) as well as all other types of assets, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above) in accordance with the provisions of the relevant issue documentation;

d) acquire, hold and dispose of interests in partnerships, limited partnerships, trusts, funds and other entities;

e) borrow in any form (including by way of issuing notes or bonds) and enter into any type of loan agreement; it may issue notes, bonds (including exchangeable or convertible securities and securities linked to an index or a basket of indices or shares), debentures, certificates, shares, beneficiary shares, warrants and any kind of debt or equity securities, including under one or more issue programmes;

f) lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, to its subsidiaries or affiliated companies or to any other company within the limits of the Securitisation Act 2004 and provided such lending relates to securitisation transactions;

g) give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of these assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company;

h) enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions; and

i) without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

In accordance with the Securitisation Act 2004, the Board is entitled to create one or more compartments (representing the assets of the Company attributable to an issue of securities) corresponding each to a separate part of the Company's assets. All notes or securities of any kind issued in relation to a specific compartment shall constitute one issue for purposes of the Issue Limit.

Subject to the Securitisation Act 2004, any other applicable law and the Issue Limit, the descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004.

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital is set at thirty one thousand euros (EUR 31,000) consisting of thirty-one thousand (31,000) ordinary shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 6. Shares. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of the shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid up on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 7. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Debt securities. Debt securities issued by the Company in registered form (obligations nominatives) may, under no circumstances, be converted into debt securities in bearer form (obligations au porteur).

Art. 9. Meetings of the shareholders of the Company. In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred on the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company subject to the powers reserved to the Board.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday in June of each year at 2.00 P.M. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis, and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 10. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 11. Management. In these Articles, any reference to the Board shall be a reference to the Sole Director (in the case that the Company has only one director) as long as the Company has only one shareholder. For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only who does not need to be a shareholder of the Company. Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. The member(s) of the Board shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

When a legal person is appointed as a member of the Board (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of

the Board in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Companies Act 1915”).

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause (*ad nutum*) and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, the General Meeting shall promptly be convened by the auditor of the Company and held to appoint new directors.

Art. 12. Meetings of the Board. The Board may appoint a chairman (the “Chairman”) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his or her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman *pro tempore* who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy.

One member of the Board may represent more than one of his or her colleagues at a meeting of the Board and there must always be at least two members who are present in person. Directors may participate where they are not physically present. Any director may participate in a meeting of the Board, and will be considered as having been personally present at such meeting, by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented in accordance with the preceding paragraphs at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every director (*résolution circulaire*). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12 does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 13. Minutes of meetings of the Board or of Resolutions of the Sole Director. The resolutions passed by the Sole Director are documented by written minutes signed by the Sole Director.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the Sole Director shall be signed by the Sole Director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two members of the Board or the Sole Director (as the case may be).

Art. 14. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest, including the power to transfer, assign or dispose of the assets of the Company in accordance with the Securitisation Act 2004, any other applicable law, the Issue Limit and any applicable terms and conditions of notes or securities issued in connection with the relevant issue documentation. All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 15. Delegation of powers. The Board may appoint a person (*délégué à la gestion journalière*), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters

concerned with the daily management and affairs of the Company. If the person is a member of the Board (the “Managing Director”), the Board will have to disclose the remuneration of the Managing Director to the General Meeting.

The Board may appoint a person, whether a shareholder or not, whether a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, whether a director or not, for the purposes of performing specific functions within the Company provided (i) such person must be a resident in Luxembourg, (ii) such person carries out any acts pursuant to such appointment from Luxembourg and (iii) that overall management and control of the Company's affairs must be retained and actively carried out by the Board and that all matters of policy, strategy and key business decisions must be made by the Board at meetings of the Board, save for matters which have been delegated by the Board in accordance with this Article 15.

Art. 16. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any two directors, or (ii) in the case of a sole director, the sole signature of the Sole Director or (iii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power. If the Board has appointed a Managing Director, the Company shall be bound towards third parties by the sole signature of the Managing Director, insofar as the daily management and affairs of the Company are concerned.

Art. 17. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and conflicting interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and conflicting interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following General Meeting. This paragraph does not apply for so long as the Company has a Sole Director.

For so long as the Company has a Sole Director, the minutes of the General Meeting shall set forth the transactions entered into by the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has an conflicting interest to the interest of the Company.

The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board or the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

Art. 18. Approved statutory auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or more approved statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The approved statutory auditor(s) shall be appointed by the Board in accordance with the Securitisation Act 2004. The Board will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of each year.

Art. 20. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve as required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may, in its sole discretion, decide to pay dividends from time to time, as it believes best suits the corporate purpose and policy of the Company.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

Art. 21. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the Sole Shareholder or the General Meeting, as the case may be, adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 22 below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting (or the Sole Shareholder, as the case may be) deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

The liquidation of a compartment will not affect any other compartment or the Company in general.

Art. 22. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act 1915.

Art. 23. Compartments. The Board shall determine the terms and conditions of any notes or securities issued in connection with a specific compartment of the Company's assets. Each holder of notes and securities shall be bound by the terms and conditions, including any limited recourse, non recourse or subordination provisions, related to the relevant compartment.

The Board shall establish and maintain separate accounting records for each compartment, so as to ascertain the rights of holders of notes or securities issued in relation with each compartment. Such accounting records shall be conclusive evidence of such rights, absent manifest error.

All assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment. If the realised net assets of any compartment are insufficient to pay any amount due to holders of notes or securities linked to that compartment, such holders shall have no claim against the Company for any such shortfall and shall have no claim against any other compartment or any other assets of the Company.

Notwithstanding the foregoing if, following the redemption or repayment in full of the borrowings of the Company attributable to a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to other creditors whose claims have arisen in connection with such borrowings or the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets under such compartment, the Board may use such excess assets to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

Art. 24. Prohibition to petition for the Company's bankruptcy or to seize the Company's assets. In accordance with article 64 of the Securitisation Act 2004, any holder of notes or securities issued by the Company and any creditor or shareholder of the Company agrees that neither them nor any other person acting on behalf of any of them shall be entitled at any time to institute against the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate), its officers or directors, or join in any institution against the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate), its officers or directors, of, any bankruptcy (faillite), liquidation, reprieve from payment (sursis de paiement), controlled management (gestion contrôlée), composition with creditors (concordat préventif de faillite), suspension of payments, reorganisation, arrangement, insolvency, winding-up or liquidation proceedings or for the appointment of a liquidator, administrator or similar official, or other proceedings under any applicable bankruptcy or similar law in connection with any obligations of the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate), save for lodging a claim in the liquidation of the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate) which is initiated by another party or taking proceedings to obtain a declaration or judgment as to the obligations of the Company (acting or not with respect to one of its compartment, as appropriate).

Art. 25. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and the Securitisation Act 2004.

Transitory provisions

The first accounting year begins on the day of the present deed and ends on 31 December 2015. The first annual General Meeting will be held in 2016.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the thirty-one thousand (31,000) shares issued at nominal value of one euro (EUR 1.-).

Evidence of the payment of the subscription price of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) has been shown to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 27 of the Companies Act 1915, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 1,700.-.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. the number of directors is set at 3 (three) directors;
2. the following persons are appointed as directors:
 - a. Ms Zamyra Heleen Cammans, born on 11 February 1969 in Utrecht, Netherlands, with professional address at 52,54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - b. Ms Petronella Johanna Sophia Dunselman, born on 6 April 1965 in Amsterdam, Netherlands, with professional address at 52,54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

c. Mr Alexander Nelke, born on 6 January 1978 in Berlin, Germany, with professional address at 52,54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3. the terms of office of the members of the Board will expire after the annual General Meeting of the year 2020; and

4. the address of the registered office of the Company is at 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le onzième jour du mois de juin.

Par-devant le soussigné, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Stichting Arts-Leonardo, une stichting, constituée conformément aux lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Barbara Strozzilan 101, 1083 HN, Amsterdam, Pays-Bas et étant enregistrée auprès du registre du commerce des Pays-Bas sous le numéro 63412861,

dûment représentée par Madame Antonine SANCHEZ en vertu d'une procuration donnée le 09 juin 2015.

La partie comparante, agissant ès qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts suivants (les «Statuts») d'une société anonyme sous la dénomination ARTS Leonardo 2015-1 S.A., qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et dénomination. Il est établi entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la dénomination d'«ARTS Leonardo 2015-1 S.A.» (la «Société») ayant la qualité de société de titrisation au sens de la loi luxembourgeoise modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation (la «Loi sur la Titrisation de 2004»).

La Société peut avoir un actionnaire (l'«Actionnaire Unique») ou plusieurs actionnaires. La Société ne sera pas dissoute du fait de la mort, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité, de la liquidation ou de la faillite de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg («Luxembourg»). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg sur décision du Conseil de la Société (le «Conseil») ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'«Administrateur Unique») par une décision de l'Administrateur Unique.

Des succursales, filiales et autres bureaux (à l'exclusion du siège social de la Société) peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger sur résolution du Conseil ou, dans le cas d'un Administrateur Unique, sur décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'«Assemblée Générale») prise de la manière requise pour la modification des Statuts, telle que prescrite à l'article 22 ci-après.

Art. 4. Objet social. La Société a pour objet social de s'engager, de fonctionner et de servir comme véhicule pour toute transaction de titrisation permise par la Loi sur la Titrisation de 2004, sous réserve de la limite suivante (la «Limite d'Émission»): la Société ne pourra émettre de valeurs mobilières de quelque nature que ce soit à destination du public plus de trois fois pour toute période de douze mois.

La Société peut, entre autres et toujours sous réserve de la Loi sur la Titrisation de 2004, toute autre loi applicable et à condition que cette dernière soit respectée, la Limite d'Émission et toute convention, tout contrat ou tout arrangement que la Société peut conclure:

a) acquérir ou assumer, directement ou par l'intermédiaire d'une autre entité ou d'un autre véhicule, les risques liés à la détention ou propriété de titres de créances, de créances et/ou d'autres biens ou avoirs (y compris des valeurs mobilières de quelque nature que ce soit), mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, et/ou ceux liés aux dettes ou engagements de tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers, en émettant des valeurs mobilières de quelque nature que ce soit et dont la valeur ou le rendement dépend de ces risques;

b) prendre en charge ou acquérir ces risques en acquérant, par quelque moyen que ce soit, des titres de créance, des dépôts structurés, des créances et/ou d'autres biens, produits structurés relatifs à des matières premières ou à des avoirs, en garantissant les dettes ou les engagements de tiers ou en s'obligeant de toute autre manière;

c) procéder, pour autant que ce qui suit se rapporte à des opérations de titrisation, à (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière, de titres, d'obligations, de certificats de créances, de titres obligataires et d'autres titres ou instruments financiers de quelque nature que ce soit (y compris d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou étrangers, ou tout autre organisme similaire et de titres échangeables ou convertibles), des produits structurés relatifs à des matières premières ou des avoirs (y compris des titres de créance ou de participation de quelque nature que ce soit), des créances, des titres de créance, des prêts ou d'autres facilités de crédit (et des conventions ou contrats y relatifs) ainsi que tous les autres types d'avoirs, et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé, entre autres, des avoirs mentionnés aux paragraphes (i) et (ii) ci-dessus) conformément aux dispositions de la document d'émission concernée;

d) acquérir, détenir ou céder des participations dans des sociétés de personnes (y compris partnerships, et limited partnerships), des fiducies (trusts), des fonds ou d'autres entités;

e) emprunter sous quelque forme que ce soit (y compris par l'émission de titres obligataires ou d'obligations) et conclure tout type de contrat de prêt; elle peut émettre des titres obligataires, obligations (y compris des titres échangeables ou convertibles et des titres liés à un indice ou à un panier d'indices ou d'actions), de certificats de créance, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et tout type de titre de créance ou de participation, y compris dans le cadre d'un ou de plusieurs programmes d'émissions;

f) prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions de valeurs mobilières, à ses filiales, sociétés affiliées ou à toute autre société dans les limites de la Loi sur la Titrisation de 2004 et à condition que cet emprunt se rapporte aux transactions de titrisation;

g) consentir des garanties ou octroyer des sûretés sur ses actifs afin de garantir les engagements qu'elle a assumés pour la titrisation de ces actifs ou dans l'intérêt des investisseurs (y compris leur trustee ou mandataire, s'il y en a un) et/ou toute entité émettrice participant à une opération de titrisation de la Société;

h) conclure, exécuter, mettre en oeuvre et accomplir des opérations de swaps, opérations à terme (futures, forwards), opérations sur produits dérivés, options, rachat, prêt de titres ainsi que des opérations similaires; et

i) sans préjudice de la généralité de ce qui précède, employer toutes techniques et tous instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris mais de manière non limitative, des techniques et instruments conçus pour la protéger des risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et d'autres risques.

Conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004, le Conseil a le droit de créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société attribuables à une émission de valeurs mobilières) correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société. Tous les titres obligataires ou toutes les valeurs mobilières de quelque nature que ce soit émis en rapport avec un compartiment spécifique constituent une émission pour le but de la Limite d'Émission.

Sous réserve de la Loi sur la Titrisation de 2004, de toute autre loi applicable et de la Limite d'Émission, les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social de la Société couvre toutes les opérations ou conventions conclues par la Société, à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social, de la manière la plus large autorisée par la Loi sur la Titrisation de 2004.

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000 EUR) représenté par (trente et un mille) 31.000 actions ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision adoptée par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

Art. 6. Actions. Les actions sont et resteront nominatives.

Un registre des actionnaires de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par chaque actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert d'actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre des actionnaires de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou conformément aux dispositions s'appliquant au transfert de créances prévues à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'autres instruments de transfert prouvant le consentement du cédant et du cessionnaire jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Obligations. Les obligations émises par la Société sous forme nominative ne pourront, en aucun cas, être converties en obligations au porteur.

Art. 9. Assemblée des actionnaires de la Société. Dans le cas d'un Actionnaire Unique, l'Actionnaire Unique assume tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans les présents Statuts, les décisions prises, ou les pouvoirs exercés, par l'Assemblée Générale seront une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société ne compte qu'un seul actionnaire. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique seront constatées par procès-verbal.

En cas de pluralité d'actionnaires, toute Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société sous réserve des pouvoirs réservés au Conseil.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra, conformément à la loi luxembourgeoise, à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans la convocation à l'assemblée, le deuxième mardi en juin de chaque année à 14 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées des actionnaires de la Société pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation respectifs de l'assemblée.

Tout actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire où (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et se parler, (iii) la transmission de l'assemblée est effectuée de manière continue, et (iv) les actionnaires peuvent délibérer dûment, et la participation à une assemblée par l'un de ces moyens constitue la présence en personne à cette assemblée.

Art. 10. Délais de convocation, quorum, procurations et avis de convocation. Les délais de convocation et le quorum prévus par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des Assemblées Générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions d'une Assemblée Générale dûment convoquée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Un actionnaire pourra agir à toute Assemblée Générale en désignant par écrit, que ce soit par un original, par télécopie, câble, télégramme, télex ou courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Administration. Dans les présents Statuts, toute référence faite au Conseil doit être interprétée comme une référence à l'Administrateur Unique (dans le cas où la Société ne compterait qu'un seul administrateur) tant que la Société ne compte qu'un seul administrateur. Tant que la Société ne compte qu'un seul administrateur, la Société peut être administrée par un Administrateur Unique uniquement qui ne doit pas nécessairement être actionnaire de la Société.

Lorsque la Société compte plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil composé d'au moins trois (3) administrateurs, lesquels ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la Société. Le(s) membre(s) du Conseil sera (seront) élu(s) pour une durée ne pouvant excéder six ans et sera (seront) rééligible(s).

Lorsqu'une personne morale est nommée en tant que membre du Conseil (la «Personne Morale»), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi sur les Sociétés de 1915»).

L'(les) administrateur(s) sera (seront) élu(s) par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif (ad nutum) et/ou remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. S'il ne reste plus d'administrateurs, l'Assemblée Générale sera rapidement convoquée par le réviseur de la Société et tenue pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 12. Réunions du Conseil. Le Conseil peut nommer un président (le «Président») parmi ses membres et pourra désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil

et des résolutions adoptées à l'Assemblée Générale ou des résolutions adoptées par l'Actionnaire Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil et toute Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil (selon le cas) nommeront un autre président pro tempore, qui présidera la réunion en question, à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Les réunions du Conseil seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Un avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation écrite si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir eu pleine connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du Conseil donné par écrit, que ce soit par un original, par télécopie, câble, télégramme, télex ou courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation écrite spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un échéancier préalablement adopté par une résolution du Conseil.

Tout membre du Conseil pourra se faire représenter au Conseil en désignant par écrit, que ce soit par un original, par télécopie, câble, télégramme, télex ou courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise), un autre administrateur comme son mandataire.

Un membre du Conseil peut représenter plusieurs de ses collègues lors d'une réunion du Conseil et il doit toujours y avoir au moins deux administrateurs qui sont présents en personne. Les administrateurs peuvent participer lorsqu'ils ne sont pas physiquement présents. Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil et sera considéré comme ayant été personnellement présent à cette réunion, par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire où (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler, (iii) la transmission de la réunion est effectuée de manière continue, (iv) les administrateurs peuvent délibérer dûment, et la participation à une réunion par ces moyens constituera la présence en présence à cette réunion.

Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs de la Société est présente ou représentée conformément aux paragraphes précédents à une réunion du Conseil. Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de cette réunion. En cas d'égalité des voix, le Président de la réunion aura une voix prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les administrateurs. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 12 ne s'applique pas dans le cas où la Société est gérée par un Administrateur Unique.

Art. 13. Procès-verbal des réunions du Conseil ou des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions adoptées par l'Administrateur Unique sont constatées par procès-verbal écrit signé par l'Administrateur Unique.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil seront signés par le Président ou un membre du Conseil qui en aura assumé la présidence. Le procès-verbal relatif aux résolutions prises par l'Administrateur Unique sera signé par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil ou l'Administrateur Unique (selon le cas).

Art. 14. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, y compris du pouvoir de transférer, de céder et d'aliéner les actifs de la Société conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004, toute autre loi applicable, la Limite d'Émission et les conditions applicables aux titres obligataires et valeurs mobilières émis dans le cadre de la documentation d'émission concernée. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale relèvent de la compétence du Conseil.

Art. 15. Délégation de pouvoirs. Le Conseil peut nommer une personne (délégué à la gestion journalière), actionnaire ou non, membre du Conseil ou non, qui aura tout pouvoir pour agir pour le compte de la Société dans toutes les matières relatives à la gestion journalière des affaires de la Société. Si la personne est membre du Conseil (l'«Administrateur Délégué»), le Conseil devra communiquer la rémunération de l'Administrateur Délégué à l'Assemblée Générale.

Le Conseil peut nommer une personne, actionnaire ou non, administrateur ou non, comme représentant permanent pour toute entité dans laquelle la Société est nommée en tant que membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira avec toute la discrétion, mais au nom et pour le compte de la Société, et peut engager la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration de cette entité.

Le Conseil est également autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour effectuer les fonctions spécifiques au sein de la Société à condition que (i) cette personne doive être un résidant au Luxembourg, (ii) cette personne accomplisse

tout acte au titre de cette nomination depuis le Luxembourg et (iii) que le contrôle et la gestion générale des affaires de la Société doivent être conservés et réalisés activement par le Conseil et que toutes les questions de politique, stratégie et décisions commerciales clés doivent être faites par le Conseil aux réunions du Conseil, à l'exception des matières qui ont été déléguées par le Conseil conformément au présent article 15.

Art. 16. Signatures autorisées. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers à tous égards (y compris la gestion journalière) par (i) la signature conjointe de deux administrateurs, ou (ii) dans le cas d'un administrateur unique, la signature individuelle de l'Administrateur Unique, ou (iii) les signatures conjointes de toute autre personne ou la signature individuelle de la personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil ou l'Administrateur Unique, mais uniquement dans les limites de ce pouvoir. Si le Conseil a nommé un Administrateur Délégué, la Société sera engagée envers les tiers par la signature individuelle de l'Administrateur Délégué, pour autant que la gestion journalière des affaires de la Société soit concernée.

Art. 17. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou aucune autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou que plusieurs administrateurs ou fondateurs de pouvoir de la Société auraient un intérêt dans, ou seraient administrateurs, associés, fondateurs de pouvoir ou employés d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondateur de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondateur de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, uniquement en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir sur quelque question que ce soit concernant ce contrat ou cette autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque opération de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera pas et ne prendra pas part au vote sur cette opération, et rapport devra être fait au sujet de cette opération et de l'intérêt de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Le présent paragraphe ne s'applique pas tant que la Société compte un Administrateur Unique.

Tant que la Société compte un Administrateur Unique, le procès-verbal de l'Assemblée Générale indiquera les opérations conclues par la Société et l'Administrateur Unique et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt contraire à celui de la Société.

Les deux paragraphes précédents ne s'appliquent pas à des résolutions du Conseil ou de l'Administrateur Unique concernant des opérations réalisées dans le cours normal des activités de la Société qui sont conclues dans des conditions de concurrence normale.

Art. 18. Réviseur(s) d'entreprises agréé(s). Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sera (seront) nommé(s) par le Conseil conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004. Le Conseil déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction.

Art. 19. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve, tel que la loi le requiert. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 ci-dessus.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et elle peut, à sa discrétion, décider de verser des dividendes de temps à autre, comme elle estime convenir au mieux à l'objet social et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil de la Société et pourront être payés au lieu et moment choisis par le Conseil. Le Conseil peut décider de verser des acomptes sur dividendes aux conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 21. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'Actionnaire Unique ou l'Assemblée Générale, selon le cas, adoptée selon les modalités requises pour modifier ces Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-dessous. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée Générale (ou l'Actionnaire Unique, selon le cas) décidant de la liquidation. Une telle Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

La liquidation d'un compartiment n'affectera aucun autre compartiment que ce soit ni la Société en général.

Art. 22. Modifications. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par une Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 23. Compartiments. Le Conseil déterminera les conditions applicables aux titres obligataires ou valeurs mobilières émis dans le cadre d'un compartiment spécifique des actifs de la Société. Chaque détenteur de titres obligataires et de valeurs mobilières sera lié par les conditions relatives au compartiment concerné, y compris les dispositions relatives au recours limité, au non-recours ou à la subordination.

Le Conseil établira et maintiendra des comptes séparés pour chaque compartiment, de manière à vérifier les droits des détenteurs de titres obligataires ou de valeurs mobilières émis en rapport avec chaque compartiment. Ces comptes vaudront preuve de ces droits, sauf erreur manifeste.

Tous les actifs affectés à un compartiment sont exclusivement à la disposition des investisseurs de ce compartiment ainsi qu'à celle des créanciers dont les créances sont nées à l'occasion de la création, du fonctionnement et de la liquidation de ce compartiment. Si les actifs nets réalisés d'un compartiment sont insuffisants pour payer un montant dû aux détenteurs de titres obligataires ou de valeurs mobilières liés à ce compartiment, ces détenteurs n'auront aucun recours en raison de cette insuffisance ni contre la Société, ni contre aucun autre compartiment ou élément d'actif de la Société.

Nonobstant ce qui précède, si, à la suite du rachat ou du remboursement intégral des emprunts de la Société attribuables à un compartiment et la satisfaction intégrale et la cessation de toutes les obligations de la Société vis-à-vis d'autres créanciers dont les droits sont nés à l'occasion de ces emprunts ou de la création, du fonctionnement ou de la liquidation du compartiment en question, il subsiste des actifs dans ce compartiment, le Conseil pourra alors utiliser ces actifs excédentaires pour rembourser les créances des créanciers de la Société dont ne sont pas attribuables à un compartiment en particulier.

Art. 24. Interdiction d'assigner la Société en faillite ou de saisir les actifs de la Société. Conformément à l'article 64 de la Loi sur la Titrisation de 2004, tout détenteur de titres obligataires ou de valeurs mobilières émis par la Société et tout créancier ou actionnaire de la Société accepte que ni eux ni quelque autre personne que ce soit agissant pour le compte de l'un d'entre eux ait droit à quelque moment que ce soit d'ouvrir à l'encontre de la Société (agissant ou non dans le cadre de l'un de ses compartiments, le cas échéant), ses fondés de pouvoir ou administrateurs, ou de se joindre à l'ouverture à l'encontre de la Société (agissant ou non dans le cadre de l'un de ses compartiments, le cas échéant), ses fondés de pouvoir ou administrateurs, de procédures de faillite, liquidation, sursis de paiement, gestion contrôlée, concordat préventif de faillite, suspension de paiements, réorganisation, concordat, insolvabilité, dissolution ou liquidation ou pour la nomination d'un liquidateur, d'un administrateur ou d'un représentant officiel similaire, ou d'autres procédures en vertu d'une loi en matière de faillite ou similaire applicable dans le cadre de toute obligation de la Société (agissant ou non dans le cadre de l'un de ses compartiments, le cas échéant), sauf pour introduire une demande dans la liquidation de la Société (agissant ou non dans le cadre de l'un de ses compartiments, le cas échéant) qui est initiée par une autre partie ou pour entamer des procédures pour obtenir une déclaration ou un jugement quant aux obligations de la Société (agissant ou non dans le cadre de l'un de ses compartiments, le cas échéant).

Art. 25. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 ainsi que de la Loi sur la Titrisation de 2004.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour du présent acte et finit le 31 décembre 2015. La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2016.

Souscription - Libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, la partie comparante a souscrit et intégralement libéré les trente et un mille (31.000) actions émises à la valeur nominale d'un euro (1 EUR). Preuve du paiement du prix de souscription de trente et un mille euros (31.000 EUR) a été montrée au notaire instrumentant.

Déclaration - Frais

Le notaire rédigeant le présent acte déclare que les conditions indiquées aux articles 26, 26-3 et 27 de la Loi modifiée sur les Sociétés de 1915 ont été remplies et en constate expressément l'accomplissement. Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est approximativement estimé à EUR 1.700,-.

Résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique a immédiatement pris les résolutions suivantes:

5. Le nombre d'administrateurs est fixé à 3 (trois) administrateurs;
6. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs:
 - a. Madame Zamyra Heleen Cammans, née le 11 février 1969 à Utrecht, Pays-Bas avec adresse professionnelle au 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - b. Madame Petronella Johanna Sophia Dunselman, née le 6 avril 1965 à Amsterdam, Pays-Bas avec adresse professionnelle au 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - c. Monsieur Alexander Nelke, né le 6 janvier 1978 à Berlin, Allemagne, avec adresse professionnelle au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
7. Le mandat des membres du Conseil prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2020; et
8. Le siège social de la Société est fixé au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. À la requête de cette même partie comparante et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite du document à la personne comparante, connue du notaire par son prénom, nom, état civil et résidence, ladite personne comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/18387. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015094948/668.

(150105416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Valmar Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 67, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 48.927.

L'an deux mille quinze, le seize juin.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- Monsieur Robert THOMA, commerçant, né le 27 février 1952 à Luxembourg, demeurant à L-1750 Luxembourg, 67, Avenue Victor Hugo;

- Madame Rita BOUR, commerçante, née le 9 avril 1948 à Luxembourg, demeurant à L-1750 Luxembourg, 67, Avenue Victor Hugo,

agissant en leur qualité d'associés (les Associés) de la Société VALMAR SARL, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 12.394,68, ayant son siège social à L-1750 Luxembourg, 67, Avenue Victor Hugo, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.927 (la Société), constituée suivant acte de Maître Camille MINES, alors notaire de résidence à Clervaux, en date du 4 octobre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en l'année 1995, numéro 13. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte sous seing privé en date du 11 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations en date du 22 août 2002, numéro 1236.

Les Associés ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Que l'intégralité du capital souscrit de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit euros (EUR 12.394,68), représenté par cinq cents (500) parts sociales sans désignation de la valeur nominale de la Société est dûment représentée à l'Assemblée.

II. Que les Associés sont parfaitement informés des résolutions qui doivent être prises sur la base de l'ordre du jour de l'Assemblée, laquelle est connue par eux et rédigé comme suit:

1. Dissolution de la Société conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
2. Nomination de Monsieur Robert THOMA en qualité de liquidateur (le Liquidateur) et détermination des pouvoirs du Liquidateur;
3. Divers

III. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

En conformité avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), les Associés décident de dissoudre la Société et de lancer la procédure de liquidation.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, les Associés décident de nommer Monsieur Robert THOMA, commerçant, né le 27 février 1952 à Luxembourg, demeurant à L-1750 Luxembourg, 67, Avenue Victor Hugo, en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi.

Le Liquidateur est par la présente expressément autorisé à accomplir tous les actes visés à l'article 145 de la Loi sans devoir requérir des autorisations supplémentaires auprès de l'assemblée générale des associés.

Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Liquidateur.

Le Liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dont il fixera l'étendue et la durée.

Le Liquidateur pourra distribuer, à sa discrétion, les actifs de la Société aux associés en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une avance sur le boni de liquidation.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite par le notaire soussigné aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom, et résidence, lesdits comparants ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Thoma, R. Bour, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 juin 2015. Relation: EAC/2015/13948. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22 juin 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015097113/58.

(150107986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Walton Street Debt Managers, S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 197.769.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the third day of June.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Walton Street Debt Managers, L.P., a limited partnership validly existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, created pursuant to a Certificate of Limited Partnership filed with the Secretary of State of the State of Delaware and having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America and its principal place of business at 900 N. Michigan Avenue, Suite 1900, Chicago, Illinois 60611, United States of America,

duly represented by its General Partner, WSC Debt Managers, Inc., a Delaware corporation established and validly existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, registered with the Delaware Secretary of State under number 5526193 and having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America

here duly represented by Claudia Hoffmann, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Walton Street Debt Managers, S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose and object of the Company is the acquisition of participations in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company shall, in particular, be appointed to (a) act as the general partner (associé gérant commandité) of Walton Street Real Estate Fund, SCSp, a société en commandite spéciale (limited partnership) formed under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and (b) to perform such other management functions (including management of subsequently formed investment funds) as may be permitted by applicable law and approved by the board of managers.

2.2 The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its activities and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

2.3 The Company may carry out any activities and any transactions which, directly or indirectly, favor or relate to its purpose.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers (including the chairman, if any) present or represented at such meeting.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

22.7 The Company will file a timely and valid election on U.S. Internal Revenue Service Form 8832 for the Company to be classified as an entity disregarded as separated from its shareholders for U.S. federal income tax purposes, with such election to be effective as of the date of formation of the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on the thirty-first of December, two thousand and fifteen.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed as follows:

- Twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by Walton Street Debt Managers, L.P., aforementioned, for the price of one euro (EUR 1); and

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 19, rue de Bitbourg à L-1273 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Kenneth Jay Weaver, born in Alaska, United States of America on September 29, 1965, having his professional address at 900 N. Michigan Avenue, Suite 1900, Chicago, Illinois 60611, United States of America;

(ii) Matthew A. Brody, born in Iowa, United States of America on March 3, 1981, having his professional address at 900 N. Michigan Avenue, Suite 1900, Chicago, Illinois 60611, United States of America; and

(iii) Elvin Montes, born in Jiabong W Samar, Philippines on 12 April 1982, having his professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

3. The following person is appointed as independent auditor until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

Ernst & Young Luxembourg, S.A., a public limited company (société anonyme), with business address at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and registered in the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 88.019.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am dritten Juni.

Vor uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Walton Street Debt Managers. L.P., eine Kommanditgesellschaft („limited partnership“), rechtskräftig bestehend nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, Vereinigte Staaten von Amerika, gemäß der Gründungsurkunde einer Kommanditgesellschaft, eingereicht beim Secretary of State des Bundesstaates Delaware und mit eingetragenem Sitz in 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Vereinigte Staaten von Amerika und mit seinem Hauptgeschäftssitz in 900 N. Michigan Avenue, Suite 1900, Chicago, Illinois 60611, Vereinigte Staaten von Amerika;

ordnungsgemäß vertreten durch seinen Komplementär, WSC Debt Managers, Inc., eine rechtskräftig bestehende Gesellschaft nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, Vereinigte Staaten von Amerika, registriert beim Delaware Secretary of State unter der Nummer 5526193 und mit eingetragenem Sitz in c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center 1209 Orange Street, Wilmington, 19801 New Castle, Vereinigte Staaten von Amerika;

hier ordnungsgemäß vertreten durch Frau Claudia Hoffmann, geschäftsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gemäß einer ihr ausgestellten Vollmacht unter Privatschrift.

Besagte Vollmacht, welche vom Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Walton Street Debt Managers S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck und Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Die Gesellschaft soll insbesondere ernannt werden (a) als Komplementär (associé gérant commandité) für Walton Street Real Estate Fund, SCSp zu agieren, eine société en commandite spéciale (Spezial-Kommanditgesellschaft) gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, und (b) andere Verwaltungsfunktionen (inklusive Verwaltung der anschließend gegründeten Investment Fonds) auszuüben, welche durch anwendbares Recht zulässig und von der Geschäftsführung genehmigt werden können.

2.2 Die Gesellschaft kann auf jegliche Techniken und Instrumente zurückgreifen, um ihre Aktivitäten effizient zu verwalten und sich selbst gegen Kreditrisiken, Wechselkursrisiken, Zinsänderungsrisiken und andere Risiken abzusichern.

2.3 Die Gesellschaft kann jegliche Aktivitäten und Transaktionen ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen oder damit in Zusammenhang stehen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den Einzelgeschäftsführer auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, EMail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist

gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer (inklusive dem Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden) gefasst.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder durch (ii) die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

22.7 Die Gesellschaft wird eine rechtzeitige und gültige Wahl entsprechend dem Formular 8832 der US-Finanzbehörde ("U.S. Internal Revenue Service Form 8832") einreichen, damit die Gesellschaft nicht als selbstständige Rechtspersönlichkeit angesehen wird („an entity disregarded as separated from its shareholders“), zu US-Einkommenssteuerzwecken als Einheit eingestuft wird, wobei die Wahl ab dem Gründungsdatum der Gesellschaft in Kraft tritt.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am einunddreißigsten Dezember zweitausendfünfzehn.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

- Zeichnung von zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen durch Walton Street Debt Managers, L.P., vorbenannt, zum Preis von einem Euro (EUR 1).

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.500,- geschätzt.

Beschlüsse des Gesellschafters

Der Gründer, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 19, rue de Bitbourg in L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

(i) Kenneth Jay Weaver, geboren in Alaska, Vereinigte Staaten von Amerika, am 29. September 1965, geschäftsansässig in 900 N. Michigan Avenue, Suite 1900, Chicago, Illinois 60611, Vereinigte Staaten von Amerika;

(ii) Matthew A. Brody, geboren in Iowa, Vereinigte Staaten von Amerika, am 3. März 1981, geschäftsansässig in 900 N. Michigan Avenue, Suite 1900, Chicago, Illinois 60611, Vereinigte Staaten von Amerika; und

(iii) Elvin Montes, geboren in Jiabong W Samar, Philippines am 12. April 1982, geschäftsansässig in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg.

3. Die folgende Person wird als unabhängiger Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur Gesellschafterversammlung, die den Jahresabschluss der Gesellschaft für das erste Geschäftsjahr verabschiedet, ernannt:

Ernst & Young Luxembourg, S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme), mit Geschäftssitz in 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg du registriert im Luxemburger Handels- und Unternehmensregister unter der Nummer B 88.019.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Parteien, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. HOFFMANN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17546. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. Juni 2015.

Référence de publication: 2015097121/544.

(150106983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Europa Quartz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 127.639.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of June.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

- "Europa Real Estate IV S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée" incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg 172 857),

here represented Mr Eric BIREN, company director, with professional address at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

acting in his capacity as manager of said company with individual signer power;

- "Europa Real Estate IV (No.2) S.à r.l.", a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg 172 861),

here represented Mr Eric BIREN, prenamed,

acting in his capacity as manager of said company with individual signer power.

Such appearing parties are the sole partners of "Europa Quartz S.à r.l.", a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 127 639, incorporated by a deed of the undersigned notary on 02 May 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1297, dated 28 June 2007. The articles of incorporation have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on 26 September 2013, under number 2875, dated 15 November 2013.

The appearing parties representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The partners resolve to dissolve and to put the Company into liquidation.

Second resolution

The partners resolve to fix the number of liquidators at one (1) and further resolves to appoint as sole liquidator of the Company:

"SIGNES S.A.", a public limited company ("société anonyme") organized and existing under the Luxembourg law with its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 46.251.

Third resolution

The partners resolve to determine the powers of the liquidator in respect to the liquidation of the Company as follows:

- The liquidator is vested with the broadest powers provided by the articles 144 and following of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, without having to ask for authorization of the General Meeting of Partners in the cases provided for by law.

- There shall be no obligation for the liquidator to draw up an inventory, and the liquidator may refer to the books of the Company.

- The liquidator may, under its own responsibility and for particular and specific acts, delegate to one (1) or several third persons, who will act as its proxies, a part of its powers it determines and for the period it fixes.

- Out of the net proceeds of the liquidation, the liquidator is authorized and empowered to make at any time, in one part or in several parts, such distributions in cash as it deems fit, in accordance however with the provisions of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The Notary, who understands and speaks English, states that the present deed is written in English, followed by a French version, and that at the request of the Sole Shareholder, in case of divergence between the English and the French texts, the English version will prevail.

This notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by her name, first name, civil status and residence, this person signed together with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le quinze juin.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

ont comparu:

- «Europa Real Estate IV S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse (R.C.S. Luxembourg 172 857), ici représentée par Monsieur Eric BIREN, directeur de société, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

agissant en sa qualité de gérant de la prédite société, avec pouvoir de signature individuelle;

- «Europa Real Estate IV (No.2) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse (R.C.S. Luxembourg 172 861),

ici représentée par Monsieur Eric BIREN, prénommé,

agissant en sa qualité de gérant de la prédite société, avec pouvoir de signature individuelle.

Lesquelles parties comparantes sont les associées uniques de «Europa Quartz S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127 639, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 02 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 1297 du 28 juin 2007. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 26 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 2875 du 15 novembre 2013.

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident la dissolution et la mise en liquidation de la Société.

Deuxième résolution

Les Associés décident de fixer le nombre de liquidateurs à un (1) et de nommer comme liquidateur unique de la Société:

«SIGNES S.A.», société anonyme de droit luxembourgeois dont le siège social est sis au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 46.251.

Troisième résolution

Les Associés décident de déterminer les pouvoirs du liquidateur, dans le cadre de la liquidation de la Société, comme suit:

- Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas prévus par la loi.

- Le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut s'en référer aux livres de la Société.
- Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations particulières et spécifiques, déléguer à une ou plusieurs tierces personnes, qui agiront comme son mandataire, telle partie de ses pouvoirs qu'il déterminera et pour la période qu'il fixera.
- Des bénéfices nets de la liquidation, le liquidateur est autorisé à effectuer, à tout moment, en une ou plusieurs fois, toute distribution en espèces qu'il juge appropriée, conformément toutefois aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

DONT ACTE, fait et Passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: E. BIREN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 juin 2015. Relation: EAC/2015/13919. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015099414/106.

(150109051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

BS Invest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 8, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 185.395.

—
Extrait des résolutions prises à Luxembourg par les associés lors du Conseil de Gérance de la société en date du 9 juin 2015:

Les actionnaires décident à l'unanimité de transférer le siège social de BS Invest S.à r.l. avec effet au 9 juin 2015:

Le siège social de BS Invest S.à r.l. a été transféré du:

- 8A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au,
- 8, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098100/14.

(150108696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Electronics For Imaging (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.005.100,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 111.773.

—
Suite aux résolutions de l'Associé Unique de la société Electronics For Imaging (Luxembourg) S.à r.l. en date du 11 juin 2015, les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du Gérant B suivant en date du 11 juin 2015:

Monsieur Martin Paul GALLIVER, né le 15 juin 1980 à Monaco, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

- Nomination du Gérant B suivant en date du 11 juin 2015 pour une durée indéterminée:

Monsieur Sébastien RIMLINGER, né le 23 septembre 1975 à Sarreguemines, France, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Electronic For Imaging (Luxembourg) S.à r.l.

Sébastien Rimlinger

Gérant B

Référence de publication: 2015092014/20.

(150103906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.
